



| AVRIL 2025

RAPPORT MEDIA MONITORING

RESUME EXECUTIF

Cette présente analyse révèle une fracture des représentations dominantes du paysage médiatique, révélateurs du fossé entre les discours institutionnels et les vécu locaux, de la promesse d'un développement ambitieux et de la défiance populaire envers les institutions.

Le projet Base Toliara est présenté par médias proches du pouvoir comme un levier économique avec des milliers d'emplois promis et des centaines de millions de dollars d'investissements initial et des milliards de dollars de gains pour Madagascar ; mais pour les médias d'opposition et une majorité des organisations de la société civile, les violences policières, et les déplacements forcés des familles sont dénoncés.

Le 5ème Sommet de la Commission de l'Océan Indien (COI), quant à lui, est présenté comme une vitrine diplomatique illustrant la relance d'une coopération régionale sur des enjeux cruciaux tels que la sécurité alimentaire, le climat. Mais pour plusieurs médias regrettent qu'il n'y ait pas d'accords concrets, pas de mécanismes de suivi opérationnels, et la question du poids des coûts logistiques, assombrissait cette réussite affichée.

La visite du président français Emmanuel Macron a également marqué un temps symbolique fort avec la signature de six partenariats bilatéraux, dont le projet EDF-Volobe, présentés comme le point de départ d'une "nouvelle ère" des relations franco-malgaches. Cependant, les pannes d'électricité lors des discours officiels et les réactions moqueuses sur de nombreux médias traduisent un décalage saisissant entre les annonces politiques et les attentes de la population.

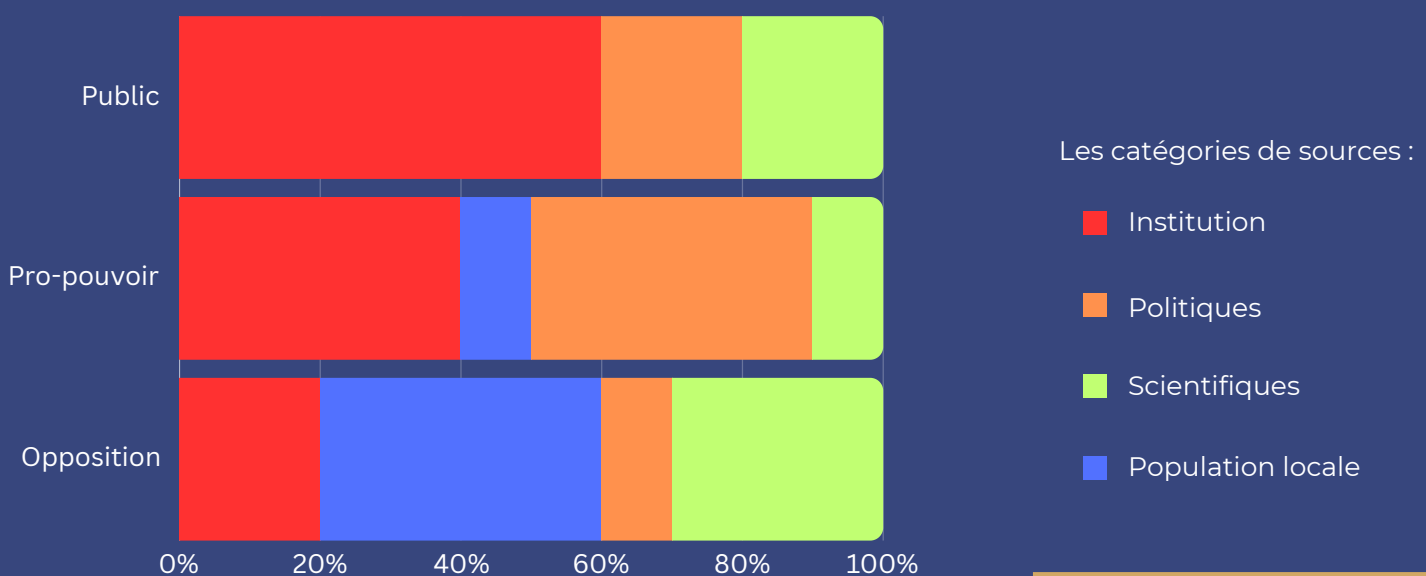
Ces événements révèlent un paysage médiatique polarisé : les médias proches du pouvoir s'opposent frontalement à ceux critiques, exacerbant la fracture informationnelle et alimentant la méfiance envers les institutions. Par ailleurs, malgré une couverture dense des faits marquants, les préoccupations quotidiennes des citoyens – insécurité, inflation, accès aux services publics – restent largement négligées, accentuant le sentiment d'exclusion. En somme, les discours médiatiques de ce mois d'avril 2025 ne sont pas de simples retranscriptions subjectives et intéressées de la réalité, mais le reflet des luttes d'influence et des paradoxes d'un pays et de son système médiatique. Ce rapport vise à éclairer ces dynamiques complexes afin d'orienter des réponses adaptées aux enjeux actuels du journalisme à Madagascar.

PROJET “BASE TOLIARA”

Les médias pro-gouvernementaux (dont ceux du public) ont largement relayé les retombées économiques attendues, mettant en avant la création de plusieurs milliers d'emplois, un investissement initial d'environ 700 millions de dollars américains, avec une production prévue pour 2028. Le ministère des Mines prévoit des gains de 5 milliards de dollars pour Madagascar sur la durée de vie du projet. Leurs principales sources sont entre autres le ministère des Mines, l'OMNIS et les parlementaires favorables au projet.

À l'inverse, les médias critiques ont rapporté les incidents de violences policières lors des manifestations locales, les déclarations des organisations de la société civile et les témoignages de manifestants qui dénoncent des déplacements forcés et l'exclusion sociale des communautés riveraines.

Ce contraste met en évidence une fracture profonde sur la représentation des impacts du projet : un discours de développement et de modernisation régionale VS appel à plus de transparence et de justice sociale



Graphique représentant les sources des médias, sur le projet.

SOMMET DE LA COI

Le 5^e Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), tenu à Antananarivo en avril, a cristallisé un fort décalage entre couverture médiatique institutionnelle et critique au sein de la presse malgache. Si les médias proches du pouvoir ont mis l'accent sur les thèmes structurants de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, la presse d'opposition relayant de nombreux acteurs socio-politiques ont souligné l'insuffisance de transparence et l'absence de résultats tangibles.

1- Des dépenses conséquentes pour embellir la capitale

Du côté logistique, des opérations d'embellissement intensives ont été engagées dans les quartiers Analakely, Ankorondrano, Anosy et Antaninarenina, avec ravalement de façades, plantations d'arbres et rafraîchissement du mobilier urbain. Le Centre de Conférence Internationale d'Ivato a aussi fait l'objet d'une remise à neuf visible: voirie goudronnée, éclairage modernisé et habillage des façades pour accueillir les chefs d'État – un chantier mené à grands frais en amont du sommet. Parallèlement la municipalité et le ministère des travaux publics ont lancé des travaux de réhabilitation routière, d'assainissement et de nettoyage intensif des artères principales, dans le but de garantir une image “zéro nid-de-poule” et une propreté renforcée

Malgré une autocongratulation des dirigeants et des médias qui leurs sont acquis, l'opposition à travers leurs canaux médiatiques, dénoncent l'emploi de d'énormes sommes d'argent pour le sommet, alors que la majorité de la population fait face à la misère et à l'inflation galopante. Ce discours est fortement repris dans les différentes émissions interactives radiophoniques, avant et pendant le sommet. Ces critiques signalent que cet affichage coûteux sert d'écran de fumée pour masquer l'absence d'avancées sur l'insécurité, la rareté des services publics et la récurrence des délestages. Pour eux, si l'embellissement d'Antananarivo a permis de présenter une capitale «prête pour le sommet», il ne peut justifier à lui seul des dépenses massives sans garantie de transparence ni bénéfice équitable pour l'ensemble de la population.

2- Entre discours d'envergure et critiques de grande ampleur

Les médias publics et proches du pouvoir ont insisté sur la sécurité alimentaire comme pilier de la relance régionale, pour moderniser les systèmes agricoles et renforcer la souveraineté alimentaire des États membres de la COI. Ils ont également mis en lumière la résilience climatique — adaptation aux cyclones et élévation du niveau de la mer — en soulignant la nécessité d'infrastructures durables et la gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers. À l'inverse, les médias critiques ont pointé un déficit de transparence: ni les agendas officiels ni les communiqués post-sommet n'ont publié les textes d'engagement ni les indicateurs de suivi.

Ces organes de presse ont dénoncé une instrumentalisation politique, qualifiant le sommet de vitrine diplomatique déconnectée des enjeux concrets et des besoins des communautés locales, particulièrement malgaches.

Eléments	Média pro-pouvoir	Média d'opposition
Accords signés	Annoncés de manière globale sans précision de contenus	Aucun protocole ou feuille de route publié
Suivi opérationnel	Présumé intégré aux programmes régionaux	Inexistant : aucun calendrier ni comité de suivi formel
Préparation et logistique	Capitale propre et bien entretenue	Détournement de l'attention des urgences sociales

VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Tout comme le sommet de la Commission de l'Océan Indien, la visite d'État du président français à Madagascar n'a pas manqué de faire réagir la classe politique et les médias ; chacun y projetant ses propres grilles de lecture et/ou d'analyse. Dès les premières semaines d'avril 2025, le débat sur la visite d'Emmanuel Macron a été marqué par le rappel du passé colonial et les suspicions autour de la persistance de rapports de dépendance. Plusieurs partis d'opposition ont publiquement exigé une audience avec le président français, arguant que la France continue d'exercer, à travers ses partenariats, une influence politique et économique susceptible de déstabiliser Madagascar.

1- Spectre du passé colonial

Dès le début du mois d'avril, certains partis d'opposition ont revendiqué une rencontre avec le président français, car selon leur discours répété, la France serait l'un des acteurs de l'instabilité chronique à Madagascar. Pour le Pr Roger Ralison, figure politique et économiste malgache, la visite d'Emmanuel Macron à Madagascar s'inscrit dans une stratégie française de réaffirmation géopolitique dans l'océan Indien, face à la concurrence croissante de la Chine et de la Russie. Il souligne que ces initiatives pourraient masquer une dépendance accrue de Madagascar envers la France, au détriment d'une souveraineté économique réelle. Il a appelé à une vigilance face aux "fandrika" (pièges) politiques, notamment la priorisation des intérêts étrangers sur les besoins locaux.

Les médias d'opposition ont également relayé les dénonciations de plusieurs partis de l'opposition, qui ont utilisé un registre anticolonial pour qualifier les accords bilatéraux de “nouvelles chaînes invisibles”. Un discours dominé par les sujets tels que la non-représentativité des communautés rurales dans les négociations, le caractère unilatéral de certains partenariats, négociés sans consultation des communautés et/ou élus locaux, et l'appel à un audit historique des conventions liant la France et Madagascar depuis l'indépendance ont ainsi émergé.

2- Des discours contradictoires

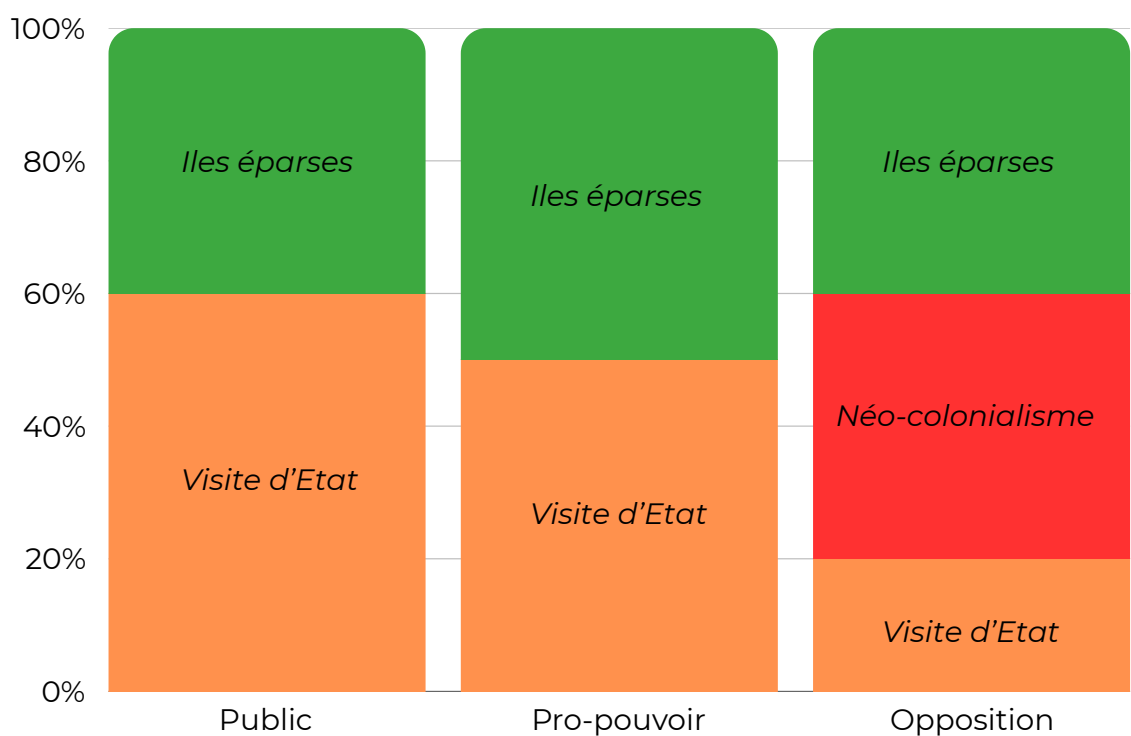
Les médias pro-gouvernementaux ont construit un récit ascendant autour de la venue du président français, célébrant la relance énergétique et la solidité des liens bilatéraux. Aucun incident ni propos fâcheux n'a été relaté par ces médias, démontrant une visite exemplaire car réussie et bénéfique pour Madagascar.

Les autres organes ont adopté un récit qui remet en question la mise en avant du projet EDF-Volobe, ne servant qu'à détourner l'attention des coupures récurrentes et des déficits de JIRAMA, comme en témoignent les coupures survenues en direct lors des cérémonies du sommet de la COI.

3- Des sujets récurrents

Au-delà des annonces officielles et des cérémonies, les îles Éparses ont monopolisé l'attention médiatique, et les discussions ont rapidement pris un tour post-colonial. Plusieurs éditorialistes et chroniqueurs ont rappelé les résolutions de l'ONU invitant la France à restituer les îles Éparses à Madagascar.

Par ailleurs, la nationalité française attribuée en 2014 à Andry Rajoelina — révélée en 2023 et jugée incompatible par certains avec son statut de président — a été exploitée par les médias critiques pour souligner un paradoxe symbolique dans la relation franco-malgache. Cette focalisation sur les rémanences coloniales et sur la binationalité du chef de l'État a détourné une partie du débat des accords techniques signés, instaurant un climat de méfiance et de suspicion quant à la portée réelle de la coopération franco-malgache.



Graphique représentant les sujets évoqués par les médias, en marge de la visite d'Etat du Président de la République Française à Madagascar

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

MERCI